



NÉGOCIATIONS SALARIALES À LA HAUTEUR DE NOS BESOINS

Depuis plusieurs années, les salariés constatent l'effritement continu de leur pouvoir d'achat. Du passage à l'euro aux augmentations prohibitives des prix de l'essence, du fioul et du gaz en passant par le coût du logement (notamment les loyers), la réalité quotidienne des ménages apparaît de plus en plus en décalage avec la mesure statistique de l'inflation réalisée par l'INSEE au travers son indice des prix à la consommation.

Ce décalage entre indice et évolution des prix, constaté par les ménages et que l'on voudrait nous faire passer pour un défaut de perception du consommateur, est pourtant bien réel. À titre d'exemple, le poids des loyers dans l'indice est de 6 % alors que pour beaucoup de ménages, il représente 25 à 30 % du budget. Le choix des produits référence de l'indice, dont certains sont loin d'être des produits de première nécessité, est également un facteur amplifiant le décalage.

Cette différence entre la hausse réelle des prix et l'indice pèse indiscutablement sur le pouvoir d'achat des salariés. C'est d'ailleurs cette question du pouvoir d'achat qui est au cœur de nombreuses revendications salariales dans le pays.

Dans nos secteurs d'activités, nous constatons ces mêmes effets. Au cours des dernières années, l'évolution des barèmes de salaires n'a pas permis de maintenir le pouvoir d'achat.

Aujourd'hui, seule une hausse significative des rémunérations permettra à tous les salariés de notre branche professionnelle – ouvriers, employés cadres, journalistes – de regagner en pouvoir d'achat.

Le SGLCE estime que la négociation salariale avec le SPQN devra prendre en compte cette réalité. Le SGLCE entend conclure les prochaines réunions paritaires par la signature d'un accord portant sur une véritable politique salariale régionale.

D'ici là, nous appelons tous les salariés de la presse quotidienne nationale à se mobiliser et à agir dans les entreprises pour une hausse significative des salaires.

Paris, le 23 avril 2007